

Le budget

Qui peut dire mieux aujourd’hui en ces temps difficiles que d’être capable de présenter un tel budget et sans porter atteinte dans les choix budgétaires que nous faisons aux petits et aux démunis? Je n’ai pas peur de le dire. Et je pense que dans le projet de la TPS, nous faisons quelque chose pour préserver les moins favorisés, les gens qui gagnent moins de 30 000\$. Quand j’entends le leader de l’opposition néo-démocrate se porter prétendument à la défense des personnes âgées, moi je peux vous dire que je les rencontre mes gens de l’âge d’or et je leur dis combien dans ce choix que nous faisons de cette réforme fiscale qu’aucun gouvernement avant nous n’a eu le courage de faire, qui a été recommandée par nombre de commissions depuis 40 ans, que nous mettons en oeuvre, même si à court terme c’est impopulaire, elles sont protégées. Cela ne fait rien l’impopularité à court terme. Un vrai politicien, c’est le long terme qui l’intéresse.

Et à cet égard, j’aimerais vous apporter ce petit témoignage qui est intéressant, madame la Présidente. Dans le dernier numéro du *Business Week* qui est présentement en tabagie, vous allez voir que le gouvernement de l’Ontario, qui s’est opposé, vous le savez, très fortement à l’Accord de libre-échange, paie pour 600 000\$ de publicité. Vous avez huit pages de publicité marquées *Ontario*, avec la photo du premier ministre ontarien, disant combien il est important pour les Américains de profiter du libre-échange pour venir investir au Canada.

[*Traduction*]

«Dans le cadre de l’Accord de libre-échange, la plupart des produits circulent entre l’Ontario et les États-Unis exempts de droits de douane.»

[*Français*]

Écoutez donc, le raisonnement que je me dis: Les libéraux actuellement n’ont pas les «guts», n’ont pas le cran de prendre le risque d’une impopularité à court terme. Ce n’est jamais populaire, vous savez, de mettre en branle une réforme fiscale. Ils seront les premiers dans deux ans et dans trois ans à reconnaître le bien-fondé de cette réforme fiscale et de la taxe sur les produits et les services.

Et cela m’amuse, madame la Présidente. On pouvait lire dans les journaux l’autre jour que l’un des candidats au leadership, le député de LaSalle—Émard (M. Martin), promet d’abolir la TPS s’il devient premier ministre. Et si on se donne la peine de lire l’article, on peut lire un

peu plus loin: «Quand nous prendrons le pouvoir en 1992, j’envirai la TPS aux tables à dessin», dit celui-ci, et notez bien ceci et je cite: «Si elle n’est pas déjà intégrée au système provincial et s’il est possible de l’abolir.» Comme courage politique, c’est difficile d’avoir mieux. Et hier le *Globe & Mail* ne pouvait dire mieux que ceci:

[*Traduction*]

«La confusion s’accroît à propos de la position des libéraux au sujet de la TPS.»

[*Français*]

C’est la confusion la plus totale. Les candidats au leadership libéral parlent comme s’il n’y avait pas de problème de déficit. On parle, on se «pète les bretelles» sur l’environnement, sur les jeunes, *et caetera*, mais aussi-tôt qu’on les interroge sur ce qu’ils ont à proposer sur ce problème central, rien. On a beau se cacher la tête dans le sable, on ne peut pas oublier les chiffres suivants. Actuellement, chaque enfant qui naît au pays naît avec une dette de 13 400\$ par tête. Si on regarde les taux d’intérêt pour la dette, les frais d’intérêt sont de 1 300\$ la seconde. Cela fait à peu près quatre minutes que je vous parle, madame la Présidente. Cela a coûté 12 millions de dollars en frais d’intérêt. C’est cela concrètement le problème auquel nous avons à faire face. Et moi je trouve extraordinaire... .

M. Robichaud: Cela nous coûte beaucoup plus cher.

M. DeBlois: J’apprécie beaucoup les commentaires de mon vis-à-vis. Je trouve extraordinaire que le ministre des Finances réussisse—personnellement, j’aurais été encore plus loin—dans cet effort de compression et je pense qu’il l’a fait avec discernement. Cette année, il demandé un effort particulier aux provinces.

Vous allez même remarquer que le taux moyen d’augmentation des dépenses des provinces depuis un certain nombre d’années est aux alentours de 6,5 p. 100, alors que notre gouvernement auquel j’ai l’honneur d’appartenir a un taux moyen de croissance des dépenses depuis quatre ans d’environ 3 p. 100. Qui dit mieux?

• (1550)

Et je pense qu’à cet égard, madame la Présidente, nous donnons un témoignage d’une administration, d’une gestion qui est responsable. À cet égard, toujours dans la même ligne que je citais tout à l’heure, dans le dernier éditorial du journal *Les Affaires* intitulé: L’héritage empoisonné de l’équipe Trudeau, le journaliste, Jean-Paul Gagné, dit ceci: «La dette nationale, qui était de 321 milliards le 31 mars 1989, dépassera 350 milliards le 31 mars prochain. Des 152 milliards de dollars qui se sont ajoutés à la dette depuis 1984, seulement 32 milliards sont imputables à la gestion du duo Mulroney-Wilson, mais c’est encore trop. Le reste, 120 milliards, est l’intérêt composé sur la dette laissée par l’équipe Trudeau.»